



Face à un ministre qui met en péril l'école

Toutes et tous en grève le mardi 10 novembre

POUR LA CRÉATION MASSIVE ET IMMÉDIATE DE POSTES

La priorité du service public d'éducation doit être de maintenir les écoles et les établissements ouverts tant une nouvelle fermeture aurait des conséquences scolaires et sociales dramatiques. Mais en ne débloquant aucun moyen supplémentaire et en subordonnant la mise en œuvre des gestes barrière à un « si c'est possible », le ministre de l'éducation met en péril la continuité de l'école.

La situation sanitaire liée à la propagation de la pandémie de la COVID-19 nécessite une protection totale et complète de la santé des agent-es public-ques. Cette obligation réglementaire est de la responsabilité des employeurs publics qui doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer cette protection.

Or nous ne pouvons que constater et regretter que ce ne soit pas toujours le cas.

La situation actuelle nécessite la présence massive et urgente de personnels dans les écoles, collèges, lycées. C'est pourquoi nous demandons de procéder dès à présent au recrutement de ces personnels, en particulier en ayant recours aux listes complémentaires des concours, et en réabondant les listes complémentaires lorsque cela s'avère nécessaire.

Nous demandons donc des conditions sanitaires suffisantes. En particulier, les allègements d'effectifs demandés par les équipes éducatives doivent être mis en place.

Il faut une autre politique éducative qui réponde aux enjeux de l'école, qui permette une amélioration des conditions de travail et une véritable reconnaissance de nos métiers.

- Pour maintenir l'ouverture des écoles et des établissements, il faut diminuer les effectifs des élèves présents et tester massivement,
- Pour aérer les locaux, il faut des fenêtres dans les salles et des fenêtres qui s'ouvrent,
- Pour garantir l'hygiène, il faut embaucher des agents,
- Pour garantir la sécurité des élèves par l'application des gestes barrières, il faut embaucher des AED,
- Pour garantir la protection des élèves et des personnels, il faut des masques gratuits de qualités,
- Pour prendre en compte la pandémie, il faut embaucher des infirmières, remplacer les personnels malades sans attendre et une véritable médecine de prévention
- Il faut cesser la répression envers les lycéens qui se mobilisent pour améliorer leurs conditions d'apprentissage

C'est pourquoi la FSU, la FNEC-FP-FO, la CGT Educ'action, le SNALC, SUD Education, appellent l'ensemble des personnels, titulaires et contractuels, à faire grève le mardi 10 novembre et à se réunir sur les lieux de travail pour établir la liste de leurs revendications et/ou tenir une conférence de presse.